



## SANTÉ PUBLIQUE

# L'hôpital général de Djiri officiellement mis en service

Le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Gusso a inauguré le 15 décembre à Kombo dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, l'hôpital général de Djiri doté d'une capacité de 200 lits. Deuxième hôpital général de la capitale, après le Centre hospitalier et universitaire, cette infrastructure sanitaire construite par la société brésilienne Asperbras s'inscrit, tout comme les onze en attente de finition dans les différents départements du pays, dans le cadre du projet « Santé pour tous » qui a pour objectif l'amélioration de l'offre de santé, au regard de la demande croissante en soins et services sanitaires.

Page 16



## MÉDIAS

# La France plaide pour le financement de la presse congolaise

L'ambassadeur de France en République du Congo, François Barateau, a plaidé mardi, à l'occasion d'une réception organisée en l'honneur des acteurs de la presse, en présence du ministre des Médias, Thierry Lézin Mougalla, pour le financement par l'État des organes de presse responsables et respectueux du cadre légal, quelle que soit leur ligne éditoriale.

« (...) Je n'ai naturellement pas de solution "miracle", mais il me semble raisonnable de penser que l'engagement de l'État, dans la mesure de ses moyens, à garantir un minimum vital de financement aux organes de presse, doit pouvoir aider à préserver la liberté de presse qui est l'oxygène de la démocratie », a déclaré le diplomate français.

Page 7



## CÉMAC

# L'OCEAC et le CCPAC vont lutter contre les faux médicaments

Le secrétaire exécutif de l'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (OCEAC), le Dr Manuel-Nso Obiang Ada, et le secrétaire permanent du Comité des chefs de police d'Afrique centrale (CCPAC), le colonel Michel Koua, ont signé le 14 décembre à Yaoundé, au Cameroun, un accord de coopération en matière

de lutte contre le trafic des médicaments falsifiés.

Cet accord prévoit des actions de formation entre les deux institutions de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), de contrôle de la circulation des médicaments contrefaits, de partage des informations et des données.

Page 11

## ACTION HUMANITAIRE

# Les sinistrés des inondations espèrent l'aide des Nations Unies

Le système des Nations unies est désormais en possession des données des sinistrés des inondations dans la partie septentrionale du Congo pour mieux orienter ses aides. La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa,

vient de les mettre à la disposition du coordonnateur du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu.

Les départements de la Likouala, de la Sangha et de la Cuvette en sont touchés. Dans le premier, ce sont les districts de Bouanéla, Epéna, Dongou et Bétou ; pendant que quinze villages du district de Pikounda, dans la Sangha, en sont victimes. Les localités de Bokoma et Oyo, dans la Cuvette, ne sont pas épargnées.

Page 5

## MUSIQUE

# La rumba congolaise inscrite au patrimoine immatériel de l'Unesco

Page 13

## EDITORIAL

# Sauver le Mali

Page 13

## ÉDITORIAL

## Sauver le Mali

Oui, il est impérieux d'apporter au Mali l'aide dont il a besoin pour ne pas s'enfoncer davantage dans l'instabilité. Pour ne prendre qu'un exemple, sur dix-neuf régions que compte ce pays, seules cinq réunissent les conditions minimales de sécurité. Le propos est du ministre des Affaires étrangères du gouvernement de transition, Abdoulaye Diop. Interviewé par Jeune Afrique, le 8 décembre, le chef de la diplomatie malienne a dépeint une situation sécuritaire précaire, accentuée par l'isolement de Bamako sur la scène internationale.

Plaidant pour être mieux écoutées que les autorités de transition ne le sont à ses yeux aujourd'hui, le diplomate a formellement déclaré que son pays a besoin de l'aide de ses partenaires parmi lesquels la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), l'Union africaine et l'Union européenne. Il est convaincu que sans l'intervention de ces derniers, les délais fixés pour conclure la transition seront repoussés en même temps que le calendrier électoral. A tout prendre, l'horizon n'est pas parfaitement éclairé pour la transition malienne. Pourtant, il faut un jour sortir du régime d'exception actuel.

Comme l'une des options pour créer un consensus autour de la volonté de reconquérir la confiance intérieure, les militaires au pouvoir s'organisent pour convoquer les assises nationales. Pour cela, la diplomatie s'active sur le plan extérieur dans le but de rallier des facilitateurs à cette cause. Pour l'instant, le Mali s'est un peu compliqué la tâche en engageant un bras de fer avec la Cédéao, en particulier, quand il a expulsé son représentant à Bamako au mois d'octobre dernier.

Au fond, la question de sauver le Mali se pose sur deux axes. Le premier est que la communauté internationale ne l'abandonne pas à son sort. Si les groupes terroristes qui contrôlent des pans entiers du territoire de ce pays ne se sentent pas inquiétés, ils étendront davantage leur influence plus loin et mettront en péril de nombreux pays alentour. Les actions sporadiques meurtrières qu'ils mènent au Burkina Faso, au Niger, au Tchad, et bien au-delà, montrent que leur capacité de nuisance n'a pas faibli.

Le second axe est d'ordre intérieur. Le fait accompli du double putsch étant depuis consommé, le mieux à faire pour les militaires et le gouvernement en place est de créer les conditions d'un apaisement général dans le pays et auprès de ses partenaires. Un tel schéma passe par la clarification du calendrier de la transition. Qu'il invoque son amour pour le pays n'est pas un problème. Mais un régime transitoire ne peut disposer des moyens appropriés pour surmonter tous les défis si en plus l'environnement international lui est hostile.

Les Dépêches de Brazzaville

## LOI DE FINANCES 2022

## Le PCT et ses alliés sollicitent un ajustement pour résoudre certains problèmes sociaux

Le groupe parlementaire du Parti congolais du travail (PCT) et alliés au Sénat s'est entretenu, le 13 décembre, avec le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, auprès de qui ils ont sollicité des ajustements dans le budget de l'Etat exercice 2022, pour résoudre quelques problèmes sociaux.



Le siège du Parlement DR

Conduit par son président, le sénateur Théophile Adoua, le groupe parlementaire PCT et alliés du Sénat a plaidé auprès du gouvernement pour qu'une ligne budgétaire conséquente soit inscrite dans la loi de finances 2022 en examen, pouvant permettre de résoudre, tant soit peu, un certain nombre de problèmes sociaux qui se posent dans le pays. Il s'agit, en effet, de dénouer le paiement des pensions de retraite dues aux retraités de la Caisse de retraite des fonctionnaires, qui cumulent à ce jour une trentaine d'arriérés de pensions, ainsi que les bourses dues aux étudiants.

Les crédits additionnels sollicités permettront aussi de financer le fon-

ctionnement des établissements à budgets de transfert. Parmi les urgences, on retient la relance des collectivités locales dont la majorité des conseils ne siègent plus depuis des années, faute de financement. Dans certains de ces conseils municipaux ou départementaux, les agents qui y évoluent accumulent plus de cinquante mois d'arriérés de salaires. « Avant que le budget ne soit voté et examiné dans les commissions, la majorité a voulu échanger avec le gouvernement sur un certain nombre de problèmes, de manière à ce que des solutions soient trouvées, notamment en ce qui concerne des bourses d'étudiants, le paiement des pensions de retraite et bien

d'autres problèmes sociaux. C'est pour dire que le gouvernement écoute sa majorité qui représente aussi la majorité des Congolais », a précisé Ludovic Ngatsé.

Pour le président du groupe parlementaire PCT et alliés, l'échange avec le gouvernement est nécessaire pour poser un certain nombre de doléances avant l'adoption de la loi de finances. « Lorsque le budget est élaboré, nous échangeons toujours avec le gouvernement pour lui proposer un certain nombre de problèmes. Il s'agit notamment du paiement des pensions des retraités de la Caisse de retraite des fonctionnaires, des bourses des étudiants, du financement des collectivités locales. Après nous avoir écoutés, le ministre a promis de rendre compte à sa hiérarchie afin qu'une solution soit trouvée », a précisé Théophile Adoua. Le groupe parlementaire PCT et alliés a plaidé aussi pour que le gouvernement prenne en compte la situation des sinistrés du 4 mars 2012, lesquels ont tenté récemment une marche de protestation pour réclamer la reconstruction de leurs habitations.

Firmin Oyé

« Lorsque le budget est élaboré, nous échangeons toujours avec le gouvernement pour lui proposer un certain nombre de problèmes. Il s'agit notamment du paiement des pensions des retraités de la Caisse de retraite des fonctionnaires, des bourses des étudiants, du financement des collectivités locales. Après nous avoir écoutés, le ministre a promis de rendre compte à sa hiérarchie afin qu'une solution soit trouvée »

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimmo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PARLEMENT

## Sénateurs et députés s'imprègnent de la gouvernance numérique

Le Parlement congolais organise, les 14 et 15 décembre à Brazzaville, en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), un séminaire sur le thème « La gouvernance du Parlement à l'ère du numérique : défis organisationnels et enjeux pour la démocratie ».

Animé par deux experts étrangers de renommée, le séminaire permettra aux parlementaires de suivre des communications portant, entre autres, sur « La gouvernance numérique du Parlement : une mutation nécessaire pour une démocratie renforcée » ; « Le rôle des députés et des sénateurs dans l'accompagnement des mutations numériques » ; « L'intérêt d'une approche régionale ou continentale sur la réglementation de la gouvernance numérique » ; « La gouvernance numérique, outil de transparence, de sécurité et de performance ».

Présentant les objectifs de l'atelier, la directrice du programme numérique de l'APF, Mireille Eza, a rappelé que le terme de numérique a dépassé la question de l'internet, celle de l'informatique et des télécommunications pour devenir une question centrale et éminemment politique. « La gouvernance numérique du Parlement ou l'e-parlement, c'est dire qu'au-delà de la technologie, la nouvelle défi-



Isidore Mvouba posant avec les officiels/Photo Sylvestre Nkouka

tion de l'e-parlement inclut la gouvernance, la transformation et l'efficacité. Il s'agit d'associer la technologie, la connaissance et les normes au cœur du processus opérationnel du Parlement et d'incarner les valeurs de collaboration, d'inclusion et de participation en facilitant l'ouverture du peuple », a-t-

elle expliqué.

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a indiqué que ce séminaire traduisait dans le fond les idéaux portés par l'APF, notamment la paix, la démocratie, le développement durable et l'état de droit. Selon lui, l'ère du numérique constitue un nouvel âge de l'humanité. « Force est d'admettre que

gouvernance et numérique sont deux concepts indissociables dans ce village planétaire dans lequel les nouvelles technologies de l'information et de la communication occupent désormais une place prépondérante dans les affaires administratives et la gestion de la vie publique », a-t-il déclaré, précisant que le

gouvernement congolais place l'économie numérique au cœur des programmes de développement socio-économique.

Il a, par ailleurs, rappelé que les participants seront édifiés sur les grandes technologies de l'ère du numérique telles que le Big data, les data center, la connectivité, l'intelligence artificielle et la cyber sécurité. « Nous espérons que cela nous permettra d'accélérer la transformation digitale de notre environnement administratif pour inscrire notre institution sur le triptyque : transparence, sécurité, efficacité. La pleine appropriation de cette problématique par les parlementaires congolais que nous sommes facilitera la mise en œuvre de l'ambition numérique du Parlement. Nous avons conscience que l'universalité d'internet requiert une adaptation et un contrôle des réseaux sociaux et autres moyens de communication », a conclu le président de l'Assemblée nationale.

Parfait Wilfried Douniama

## DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ

## L'Unoc prône l'amélioration du climat des affaires

Devant la presse le 11 décembre à Brazzaville, le nouveau président de l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo (Unoc), Jean Daniel Ovaga, a plaidé pour un dialogue constructif avec le gouvernement autour des sujets brûlants, comme le climat des affaires, la pression fiscale, la dette intérieure.

Le président de l'Unoc a laissé entendre que l'amélioration de l'environnement des affaires reste un défi à relever pour le Congo et le secteur privé national. Il entend œuvrer, durant son mandat, pour un dialogue social constructif, l'adaptation du système de protection sociale, la promotion et le développement d'une politique de formation continue, pour un capacity building des jeunes entrepreneurs. « L'Unoc est et sera le porte-parole du patronat. Je contribuerai, de manière déterminante, à la création des conditions optimales pour la classe économique congolaise et à la réalisation d'une économie de marché à la fois libérale et sociale (...) Le dialogue avec le gouvernement, qui est notre partenaire stratégique, se fluidifie, devient régulier, apaisant, rassurant. Et de ce fait, nous nous positionnons comme conseiller du gouvernement en matière économique et du climat des affaires », a lancé Jean-Daniel Ovaga, lors de la présentation de



Photo de famille des membres de l'Unoc/Adiac

sa feuille de route.

Dans un contexte de double crise

économique et de la pandémie, le gouvernement congolais doit

faire en sorte que les opérateurs économiques continuent d'inves-

**« L'Unoc est et sera le porte-parole du patronat. Je contribuerai, de manière déterminante, à la création des conditions optimales pour la classe économique congolaise et à la réalisation d'une économie de marché à la fois libérale et sociale (...) Le dialogue avec le gouvernement, qui est notre partenaire stratégique, se fluidifie, devient régulier, apaisant, rassurant. Et de ce fait, nous nous positionnons comme conseiller du gouvernement en matière économique et du climat des affaires »**

tir dans leur pays, de réduire la pression fiscale, par exemple, de revoir l'impôt sur les sociétés de 30% à 25% en lien avec la norme de la Commission économique et monétaire de l'Afrique centrale, d'améliorer l'accès au foncier, de continuer à faire confiance aux opérateurs économiques locaux dans l'octroi des marchés publics. Face à la conjoncture actuelle marquée par la baisse du prix du pétrole, le gouvernement tente tant soit peu de diversifier l'économie nationale, à travers la transformation des petites et moyennes entreprises pour une économie compétitive et créatrice d'emploi. L'Unoc milite pour la création d'une commission de suivi du Plan national de développement 2022-2026, censée se prononcer sur la mise en œuvre de la stratégie d'intégration du Congo à la Zone de libre-échange continentale africaine. En présentant sa feuille de route, Jean Daniel Ovaga a également dévoilé les membres de son cabinet qui l'accompagneront durant les cinq années de son mandat.

Fiacre Kombo

## ENTREPRENEURIAT

# Des promotrices des activités génératrices de revenus renforcent leurs capacités

La directrice de cabinet de la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Blanche Nathalie N'DembéKaky, a lancé officiellement, le 14 décembre, à Brazzaville la formation des femmes entrepreneures promotrices des activités génératrices de revenus, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Congo.

La session de formation s'inscrit dans le cadre du Plan de travail annuel 2021, signé entre le ministère et le Pnud intitulé « Appui technique aux femmes promotrices d'activités génératrices de revenus évoluant à Brazzaville et Pointe-Noire ». L'objectif est de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des femmes évoluant dans ce domaine.

Au total, plus d'une cinquantaine de femmes venues de tous les arrondissements de Brazzaville prennent part à cette formation. Les enseignements sont facilités par plusieurs orateurs, dont le conseiller municipal en gestion des entreprises, Joseph Kimfoko, également consultant à l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises sur le thème « Comment identifier et créer sa micro-entreprise ». Il a donné différentes définitions des micro-entreprises. Selon lui, la Commission européenne définit les micro-entreprises comme des entreprises qui ont moins de dix salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan n'ex-



Des femmes entrepreneures posant avec les partenaires du Programme des Nations unies

cède pas deux millions d'euros.

Au Congo, a-t-il poursuivi, les micro-entreprises sont celles qui emploient plus de neuf salariés permanents et réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxe de vingt-cinq millions FCFA maximum. A cet effet, Joseph Kimfoko a conseillé les femmes à identifier le marché, à avoir le temps des affaires et à jouir d'une bonne

santé avant de se lancer dans l'entrepreneuriat.

Pendant deux jours, les femmes seront édifiées sur comment financer les micro-entreprises, l'environnement institutionnel et professionnel de la micro-entreprise et bien d'autres. Le chargé de programme gouvernance au Pnud au Congo, Joseph Ikoubou, a, pour sa part, expliqué dans son mot de

circonstance l'importance de l'entrepreneuriat.

Selon lui, l'entrepreneuriat est, avec l'éducation et la formation, un des vecteurs permettant à chaque femme d'atteindre l'autonomisation qui lui permettrait de dépasser les entraves qui l'oppriment traditionnellement, de jouer pleinement son rôle au sein de la société et ainsi de contribuer au

développement économique de son pays.

Dans ce monde, a-t-il ajouté, de plus en plus de femmes trouvent leurs voies dans l'entrepreneuriat. Elles affirment et confirment leur leadership dans ce domaine au fil du temps. Il a indiqué qu'au Congo, les données de l'Agence congolaise pour la création des entreprises, les déclarations de création des entreprises par des femmes ont représenté 28,9% contre 71,1% pour les hommes alors que les femmes représentent 52% de la population congolaise.

La directrice de cabinet a souligné, lors du lancement de la formation, le problème de l'égalité de genre et de l'autonomie de la femme ainsi que celui de la lutte contre la pauvreté. D'après elle, si les gouvernements renforcent l'autonomisation économique des femmes, ils assurent l'instauration d'un développement durable ainsi que la réalisation de tous les objectifs du développement durable et la réalisation des objectifs de l'agenda 2063 de l'Union africaine.

*Lydie Gisèle Oka*

## QUANTICO RH RECHERCHE POUR UNE INSTITUTION DE LA PLACE UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

-Type de contrat : CDI, avec période d'essai, poste basé à Brazzaville  
-Délai de validité de l'offre : 14 au 22 décembre 2021

### I. MISSIONS ET ACTIVITES

Coordonner les activités des départements de toute l'Institution ; Assurer la création et la mise en œuvre d'une stratégie destinée à développer l'activité suivant la vision du Conseil d'administration ; Assurer le développement de l'activité épargne et crédit de l'entreprise en veillant à la maîtrise des risques majeurs ; Assurer la relance de l'activité du transfert d'argent national en tenant compte des perspectives du marché au point de vue technologique et commercial ; Gérer le personnel et accompagner leur développement et leur fidélisation ; Superviser tous les aspects des opérations financières avec les membres du comité de gestion ; Planifier et suivre la croissance du portefeuille clients, produits et personnel ; Elaborer et transmettre le rapport trimestriel de la performance de l'Institution au C.A. ; Préparer tous les documents du C.A. Représenter l'institution ; Assurer la rentabilité de l'entreprise ; Remettre l'entreprise sur le chemin du développement et de la pérennité, Rédiger et tenir à jour les procédures de l'Institution ; Maitriser l'outil informatique et logiciels comptables et de gestion de crédit.

### II. COMPETENCES METIERS

Très bonne maîtrise de l'élaboration des produits financiers ; Solides compétences en management de la performance ; Grandes capacités communicationnelles (écrit et oral) ; Compétences stratégiques, financière et commerciales ; Compétences en management d'activité bancaire et de microfinance ; Compétences en gestion de projet ; Maitrise du contrôle interne classique et du contrôle interne bancaire ; Connaissance de la réglementation COBAC ; La connaissance de l'anglais (atout).

### III. PROFIL

Vous êtes titulaire d'un Bac+5 en Sciences économiques, commerciales, en Gestion, en Finance, en Banque, en Assurance ou dans un domaine pertinent de développement ou de l'économie ; Vous avez plus de 45 ans avec plus de 7 ans d'expériences en gestion d'une institution financière et voulez être au Management d'une Institution dynamique et compétitive : cette opportunité est la vôtre.

Les dossiers de candidature sont envoyés à : [recrutement@quanticorh.com](mailto:recrutement@quanticorh.com)

Pour toutes informations complémentaires, contactez le cabinet au :

+242 06 477 70 20 / 05 578 78 43

Visitez notre site : [www.quanticorh.com](http://www.quanticorh.com)

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

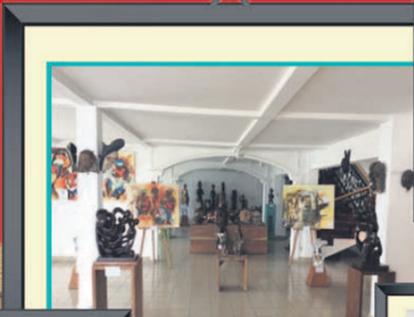
Musée du Bassin du Congo

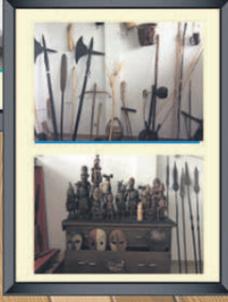
galerie CONGO

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE





L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

## ACTION HUMANITAIRE

## Les Nations unies prêtes à soutenir les sinistrés des inondations

Le 14 décembre à Brazzaville, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, a mis à la disposition du coordonnateur du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, les données des inondations dans la zone septentrionale du pays afin de mieux orienter l'aide aux sinistrés.

« Avant d'agir en faveur de la population sinistrée, il faut d'abord disposer des données permettant de mieux évaluer la situation et savoir exactement dans quelle mesure apporter l'aide », a déclaré le coordonnateur des agences du système des Nations unies, Chris Mburu, au sortir de l'échange avec la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire. Le diplomate onusien était accompagné de la représentante du Programme alimentaire mondial (PAM), Claire Mouilliez. Le PAM, en effet, est chargé d'exécuter pas mal de lignes liées à l'assistance des sinistrés venant des autres partenaires comme l'ambassade des Etats-Unis.



Une localités inondées

## Les données

Selon les données du ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, dans le département de la Likouala, les inondations ont débuté en septembre dernier à Bouanéla : 6 789 personnes, soit 1 387 ménages, et à Epena : 11 390 personnes, soit 2 183 ménages.

Pour Impfondo, chef-lieu du département, l'on dénombre 8 954 personnes vivant dans les habitations inondées, 3 444 à Dongou, 2 190 à Betou, 1.776 personnes. L'autre département, c'est celui de la Sangha. Quinze villages de la sous-préfecture de Pikou-

da et quelques quartiers de la commune de Ouessou sont inondés. Dans le département de la Cuvette, il y a des localités qui sont également touchées par les inondations. Oyo : 2 635 personnes dont les pieds sont dans l'eau, à Bokoma : 2 274 dont 1 341

déplacés, 933 sans-abris et plusieurs plantations inondées et détruites par les eaux. Le département des Plateaux est également touché. Les données ici mentionnées ne sont pas statiques. Elles peuvent changer à mesure que les eaux prennent de l'ampleur

dans telle ou telle localité. Pour l'heure, le ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire met les bouchées doubles pour que l'assistance humanitaire parvienne aux sinistrés avant le 25 décembre.

Rominique Makaya

## AGROALIMENTAIRE

## Une formation au profit des jeunes entrepreneurs africains

Le programme « Scaling digital agriculture innovations through start-up (SAIS) », mis en œuvre par la coopération allemande Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ), a lancé un appel à candidatures à l'endroit des start-up africaines des domaines agricoles et agroalimentaires. La date limite des candidatures est fixée au 31 janvier 2022.

Financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, le programme vise à soutenir la montée en puissance des solutions numériques développées par les start-up africaines. En effet, ces solutions permettront aux utilisateurs du secteur agricole ou agro-alimentaire, principalement les femmes et les jeunes, d'augmenter leurs revenus. Il s'agit également d'aider les start-up sélectionnées à améliorer leurs modèles commerciaux et de leur donner accès à des investisseurs et des partenaires commerciaux.

La formation s'adresse aux entrepreneurs de plusieurs pays parmi lesquels le Congo-Brazzaville ; le Congo-Kinshasa ; le Gabon ; le Mali ; le Niger ; le Togo ; le Sénégal ; le Tchad ; le Rwanda ; le Djibouti ; le Burkina Faso ; le Burundi ; le Cameroun ; le Bénin ; l'Algérie ; la Côte d'Ivoire ; la Guinée ; le Madagascar ; le Maroc ; la Mauritanie ; la République centrafricaine ; la Tunisie.

Ayant pour base sept indicateurs de performance visant à évaluer le niveau de préparation à l'investissement des start-up sélectionnées, la formation s'articulera autour de plusieurs domaines, notamment l'étude de marché, la stratégie marketing, la croissance de la clientèle, etc.

S'agissant des critères de sélection, la start-up doit avoir une équipe fondatrice d'au moins deux personnes ; l'équipe de direction doit être très motivée et travailler pour la start-up, idéalement à temps plein et avoir une expérience entrepreneuriale et technique dans son domaine d'activité ; la start-up doit avoir un produit numérique viable qui a un impact positif sur les revenus de ses utilisateurs ; elle doit avoir lancé son produit numérique au moins six mois avant la période de candidature...

Notons que toutes les charges relatives au programme sont supportées par le gouvernement allemand.

Lien : <https://vc4a.com/giz/giz-sais-preparation-a-linvestissement-2022/?lang=en>

Gloria Lossele

## CROIX-ROUGE CONGOLAISE

## Une discussion sur la mise en œuvre de l'accord général de coopération entre les deux Congo

Le président national de la Croix-Rouge congolaise, Christian Sédar Ndinga, a échangé le 10 décembre à Brazzaville sur l'accord général de coopération entre le Congo et la République démocratique du Congo (RDC), avec la délégation venue de Kinshasa conduite par Jacques Katshitshi.



L'échange de parapheurs/DR

Le chef de la délégation du Congo démocratique a précisé à cette occasion que l'accord entre les deux pays n'a pas été mis en œuvre mais depuis son lancement. Les sociétés de La Croix-Rouge des deux pays ont intérêt à unir leurs forces et à mutualiser leurs ressources pour mener à bien les activités humanitaires.

Selon Jacques Katshitshi, les deux organisations doivent travailler ensemble sur le plan de la gouvernance et de la technique afin de relancer la mise en œuvre de l'accord général de coopération qui inclut l'accord de jumelage des deux comités de la Croix-Rouge. « Je n'entends pas par jumelage seulement sur le plan des comités départementaux et provinciaux de la ville de Kinshasa mais beaucoup plus au niveau national », a-t-il déclaré.

Pour sa part, le chef du cluster des pays de l'Afrique centrale (Rwanda, Burundi, les deux Congo), représentant la Fédération internationale de la Croix-Rouge, David Fisher, a, pour sa part, salué l'initiative des deux pays qui sont souvent infectés par le changement climatique.

Interrogé sur l'importance de la mise en œuvre de l'accord général de coopération qui aboutira à l'accord de jumelage dans les jours à venir, un des membres de la délégation du Congo-Kinshasa a indiqué que cet accord est essentiel parce qu'il y a des cas de noyade au niveau du fleuve Congo où bon nombre de volontaires sont en plein exercice. « Nous devons travailler pour développer nos deux sociétés sœurs qui partagent les mêmes cultures, les mêmes difficultés qui sont souvent

interceptées. Ceci nous demande d'intercepter des efforts car, ensemble, c'est possible », a-t-il dit.

## Du matériel bureautique offert à la Croix-Rouge congolaise

La délégation de la Croix-Rouge de la RDC a remis un don de matériel bureautique à la société soeur du Congo-Brazzaville. Le don a été composé d'ordinateurs, d'imprimantes, des scanners, des téléphones mobiles et fixes et bien d'autres. La donation permet de renforcer les capacités des volontaires ainsi qu'à mieux suivre les activités. Le président national de la Croix-Rouge congolaise, Christian Sédar Ndinga, a assuré les donateurs de l'utilisation à bon escient de ce matériel.

Lydie Gisèle Oko

## UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

## La chaire Unesco tient un colloque international sur l'écologie

Le responsable de la chaire Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), le Pr Jean Maturin Nzikou, en collaboration avec la vice-présidente chargée des Affaires académiques à l'Université Marien-Ngouabi, Yolande Berton Ofouémé, a ouvert, le 14 décembre à Brazzaville, les travaux du colloque international sur l'« Environnement et Développement durable ».

Les participants au colloque de deux jours sont en train d'apporter des contributions innovantes pour relever les défis inhérents à la préservation de l'environnement et au développement durable. Sur webinaire, ils ont interagi sur les concepts du développement qui s'inscrivent dans une perspective de long terme en intégrant les contraintes écologiques et sociales à l'économie. Ils vont aussi échanger sur l'ensemble des conditions naturelles et culturelles susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines ainsi que sur un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Ainsi donc, leurs idées ont été résumées autour des sous-thèmes : « Outils numériques en sciences de l'ingénieur », « Energies et environnements », « Contrôle et qualité des aliments » enfin « Ponts et infrastructures ».

S'exprimant sur la portée des thématiques en débat, le directeur par intérim de l'École nationale supérieure polytechnique (ENSP), Niéré Romain Richard, a indiqué : « Nous sommes à une époque qualifiée de cruciale pour l'avenir de notre planète. Déjà, les scientifiques parlent de point de basculement pour les écosys-



Les officiels lors du colloque à l'université Marien-Ngouabi/Adiac

tèmes, signifiant ainsi qu'ils ont atteint un niveau élevé de leur dégradation. On perçoit alors les efforts pour atteindre la vie en harmonie avec la nature en vue d'atteindre un développement durable tant souhaité ».

Niéré Romain Richard a de même rappelé qu'en 2012, la chaire de l'Unesco en sciences de l'ingénieur à Brazzaville a permis la soutenance de quatorze thèses et trois cents masters environ dont les candidats étaient originaires du Congo, de la République démocratique du Congo et du Tchad. Avant l'ouverture de cette chaire,

l'ENSP ne formait que des professionnels en ingénierie. Il y a maintenant des soutenances de master de recherche en sciences de l'ingénierie, des thèses de doctorat ainsi que la promotion au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur des enseignants de l'ENSP en sciences de l'ingénierie.

La représentante de l'Unesco, Fatoumata Marega, s'est réjouie du Congo qui dispose de deux chaires Unesco sur les quatre que compte l'Afrique centrale. La chaire de l'Unesco en sciences de l'ingénieur à l'ENSP a été ouverte

en mai 2011. Suspendue plus tard pour non production de rapport, elle a été à nouveau réouverte le 23 janvier 2020. « Les femmes ne représentent à ce jour que 33% de chercheurs dans le monde. En 2002, l'Unesco a accueilli la chaire femmes et sciences de l'université. Nous espérons que le Congo emboîtera le pas », a-t-elle dit.

Pour l'éco-scientifique au Congo, la vice-présidente chargée des Affaires académiques à l'Université Marien-Ngouabi, Yolande Berton Ofouémé, a pour sa part indiqué : « La problématique de préservation de l'environnement et du développement durable est une préoccupation prioritaire pour les décideurs de notre pays, de la communauté scientifique et des universitaires. Car entre le climat, le sol, la végétation et les activités humaines, il y a des déséquilibres qui peuvent générer les préjudices irréversibles ».

Signalons que des chaires Unesco contribuent à la recherche scientifique dans le monde. Huit cent cinquante-quatre d'entre elles sont présentes dans cent dix-sept pays. Une chaire Unesco désigne un projet et une équipe dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou de recherche qui travaille en partenariat avec l'Unesco afin de faire progresser les connaissances et la pratique dans un domaine prioritaire à la fois pour l'établissement et l'organisation. Le partenariat est officialisé par un accord signé entre la directrice générale de l'Unesco et le chef de l'établissement qui accueille la chaire Unesco. A travers les chaires, cette institution encourage la coopération et la création de réseaux entre les universités au niveau international pour renforcer les capacités institutionnelles par le partage de connaissances et la collaboration.

Fortuné Ibara

## THÈSE DE DOCTORAT

## L'approche grangerienne au cœur des travaux de Charlin Oko

Charlin Oko a obtenu la mention « Très honorable avec félicitations du jury », à la suite de la soutenance de sa thèse de doctorat unique en philosophie, le 13 décembre, à Brazzaville. Son travail de recherche s'intitule « Approche grangérienne de la science ». Option : logique et histoire des sciences.

A travers une étude qualitative, le travail de Charlin Oko s'est appuyé sur l'approche grangérienne de la science. Là dedans, la problématique pointée était celle du rapport entre la science et l'irrationnel dans le corpus de Gilles Gaston Granger, un philosophe français.

Pour lui, il en ressort que la rationalité scientifique ne peut pas tout connaître, étant donné que le moteur principal de cette rationalité scientifique est l'homme. Alors, selon l'impétrant Charlin Oko, l'homme doit reconnaître ses limites, notamment qu'il y a des choses connaissables et des choses inconnaissables. « En ce moment, au milieu se trouve ce qu'il a appelé l'éthique de la finitude de la rationalité scientifique, c'est-à-dire je dois être conscient qu'il y a des choses qui me sont donnables et celles qui ne me sont pas. Alors, que dois-je faire ? Je dois me contenter de ce que je peux, par rapport aux capacités que Dieu, ou la nature, ou la science me donne », a précisé Charlin Oko, indiquant que c'est l'humilité de la rationalité scientifique qui est au



Le jury, les ministres et l'impétrant/Adiac

cœur de cette recherche.

Interrogé, Charlin Oko a fait savoir que la responsabilité qui lui incombe actuellement est celle de suivre les pas des maîtres pour que, demain, il prenne le relais en ce qui concerne la philosophie au Congo et pourquoi pas au monde.

Le ministre Léon Juste Ibombo, en sa qualité de parrain, s'est exprimé en ces termes : « C'est un jeune plein d'abnégation, un jeune qui se donnait et qui en voulait. Et voilà aujourd'hui je suis très heureux, plus heureux que lui-même, parce que c'est l'avenir de la jeunesse, le pari de la jeunesse, un pari qui gagne, et à travers lui, il y a d'autres jeunes aussi qui

veulent poursuivre leurs études, qu'ils viennent on va se battre, on va apporter toujours nos modestes contributions ».

Notons que ce travail a été dirigé par Evariste Dupont Boboto, professeur titulaire à l'Université Marien-Ngouabi, tandis que le Pr Charles Zacharie Bowao, de la même université, a été président du jury. Le Pr Philippe Lacour (Université fédérale du Brésil), le maître de conférences Laurent Gankama (Université Marien-Ngouabi), le professeur titulaire Auguste Nsonsissa (Université Marien-Ngouabi), ont fait partie du jury, respectivement en tant que rapporteur externe, rapporteur interne et examinateur.

Guillaume Ondze

## NATIONS UNIES

## Poutine et Xi Jinping veulent promouvoir un sommet du Conseil de sécurité

Le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue chinois, Xi Jinping, se sont entretenus par visioconférence pour évoquer l'idée d'un sommet des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité de des Nations unies et sont convenus de promouvoir l'organisation de l'événement en 2022.

C'est ce qu'a fait savoir, le 15 décembre aux journalistes, le conseiller du président russe, Iouri Ouchakov, suite à l'entretien des dirigeants des deux pays. « Ils ont évoqué l'idée russe de préparer et de tenir un sommet des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Les deux dirigeants qualifient de très utile cette idée et promouvront son organisation en 2022 », a indiqué le conseiller.

Selon lui, les deux dirigeants sont convenus de « maintenir les contacts, comme auparavant » au niveau des ministères russe et chinois des Affaires étrangères. En outre, Vladimir Poutine et Xi Jinping ont évalué la coopération bilatérale. « Les présidents ont noté que la coopération sur les questions internationales se développait avec succès et que l'interaction russo-chinoise était un facteur stabilisant dans les affaires internationales », a conclu Iouri Ouchakov.

Itar/Tass

## MÉDIAS

## La France plaide pour le financement de la presse congolaise

L'ambassadeur de France en République du Congo, François Barateau, a plaidé le 14 décembre, à l'occasion d'une réception organisée en l'honneur des acteurs de la presse, en présence du ministre des Médias, Thierry Lézin Mougalla, pour le financement par l'Etat des organes de presse responsables et respectueux du cadre légal, quelle que soit leur ligne éditoriale.

« (...) Je n'ai naturellement pas de solution "miracle", mais il me semble raisonnable de penser que l'engagement de l'Etat, dans la mesure de ses moyens, à garantir un minimum vital de financement aux organes de presse? doit pouvoir aider à préserver la liberté de presse qui est l'oxygène de la démocratie », a déclaré le diplomate français.

Estimant, par ailleurs, qu'il n'y pas de véritable démocratie sans presse libre et indépendante, l'ambassadeur de France, dont le pays, a-t-il précisé, défendra toujours les valeurs de liberté d'expression, a condamné, à cette occasion, les attaques contre la presse assimilables à un rétrécissement de la démocratie et une avancée de l'obscurantisme.

François Barateau, qui faisait allusion aux difficultés de tous genres auxquelles font face les journalistes dans leur devoir d'informer, dans le respect des libertés fondamentales des autres, et le sort qu'ils subissent à travers le monde, à des degrés divers, a dénoncé la répression et la censure qui,

selon lui, mettent fondamentalement la démocratie en danger.

Dans cette optique, il a salué le courage des deux journalistes lauréats du prix Nobel 2021. S'inclinant devant la mémoire de ceux ayant perdu la vie dans l'exercice de leur profession, il a rendu hommage aux 350 autres journalistes aujourd'hui emprisonnés à travers le monde. Par ailleurs, attaché à une presse respectueuse des devoirs de déontologie et à l'éthique qui sont des exigences d'informer et de bien informer, le diplomate français, qui faisait allusion à l'essor des réseaux sociaux, a invité les acteurs de la presse à toujours se rappeler le fait que la liberté d'informer s'arrête là où commencent les droits des individus.

« Le respect d'autrui, de la vie privée, du secret professionnel ou encore de l'image, mais aussi, sauf circonstance exceptionnelle, du cadre légal du pays dans lequel le journaliste exerce son activité, sont ainsi des devoirs auxquels tout jour-



François Barateau

naliste professionnel doit se conformer », a-t-il rappelé.

En effet, au regard des risques et dérives que causent les réseaux sociaux et afin d'éviter de tomber dans les travers de la désinformation et dans les atteintes à autrui, le renforcement des capacités des profes-

sionnels des médias constitue, à tout point de vue, l'un des meilleurs moyens de lutter contre le tumulte de ces nouveaux médias qui donnent à tout internaute de croire que l'essentiel est de dire vite, mais pas forcément juste.

Consciente du manque d'op-

portunités de formation dont fait face la presse congolaise dans sa globalité, l'ambassade de France au Congo œuvre dans le renforcement des capacités des acteurs de la presse.

C'est ainsi qu'à l'initiative du ministère français des Affaires étrangères, six journalistes ont récemment pris part, une semaine durant, à une session de formation au sein des plus grandes rédactions et écoles françaises de journalisme. De même, une formation à distance, actuellement en cours, concerne quinze journalistes.

« Ce double appui simultanément apporté au renforcement des capacités des journalistes traduit l'engagement de la France pour l'amélioration durable de la gouvernance publique au Congo. En œuvrant en faveur des médias, elle contribue à renforcer la démocratie », a souligné François Barateau, ajoutant que son pays continuera d'appuyer l'émergence et la consolidation d'une presse congolaise de qualité.

Guy-Gervais Kitina

## DIPLOMATIE

## Emmanuel Macron sera le 20 décembre à Bamako

Le président français sera au Mali pour rencontrer son homologue Assimi Goïta et partager officiellement un dîner de Noël avec les soldats français. Un voyage surprise et inédit dans les relations entre la France et l'Afrique.

Depuis des mois, le patron de la junte militaire malienne, Assimi Goïta, ne prend plus Emmanuel Macron au téléphone, après que ce dernier eut dénoncé « le deuxième coup d'Etat » au Mali. A l'occasion de son déplacement à Bamako, le chef de l'Etat français va annoncer un retrait partiel de la force Barkhane sans consulter ses partenaires africains. Son voyage interroge quant à la cohérence diplomatique de la France, après avoir réduit son effectif militaire au Mali. Les deux hautes personnalités devraient s'entretenir sur la nécessité de la transition et l'organisation des élections ; et l'opposition de Paris à la présence militaire russe au Mali. Cette visite est à risque, compte tenu de l'hostilité manifestée ces derniers mois par la population malienne face aux soldats français.

Les effectifs militaires français ont décré depuis l'annonce



Emmanuel Macron sera au Mali pour rencontrer son homologue Assimi Goïta/DR

d'Emmanuel Macron de se désengager progressivement du Mali. « Nous étions environ 5 000 militaires au Sahel à l'été 2021, nous serons environ 3

000 à l'été 2022 », a indiqué le général Laurent Michon, commandant de l'opération Barkhane. De nouvelles réductions auront lieu d'ici à 2023.

Après le départ des soldats Barkhane installés au Mali depuis 2013, l'armée de ce pays a annoncé avoir repris la ville de Tombouctou. Les Forces maliennes vont assurer la sécurité. « On a formé les forces armées maliennes à la protection de l'emprise et au guidage aérien avant qu'ils nous relèvent », a déclaré le capitaine Florian, commandant de l'unité chargée du désengagement de Tombouctou. Alors que les Maliens goûtent peu à peu le retour de leur emprise sur leur pays, les Français eux parlent d'un désengagement planifié. Pour autant, la France n'a pas quitté définitivement le Mali. Ses soldats sont déployés dans la région des « Trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso) », un zone d'influence djihadiste au Sahel. Concernant les élections au Mali - prévues en février 2022 -, le président sénégalais, Macky Sall, n'est

pas opposé à leur report, à condition que « les autorités donnent des arguments qui tiennent », a-t-il déclaré, laissant entrevoir une possible prolongation de la transition. Il ajoute cependant : « Nous ne pouvons pas accepter que les militaires prennent le pouvoir par les armes, cela n'est pas acceptable. Nous sommes en démocratie et le pouvoir se conquiert par des élections. Les pays peuvent avoir des crises mais les coups d'Etat ne sont pas des solutions ».

Dans une communication officielle adressée à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les autorités maliennes font savoir qu'elles transmettront le chronogramme des élections au plus tard le 31 janvier 2022. Mais on craint que l'échéance du 27 février 2022 pour la tenue des élections ne soit pas respectée.

Noël Ndong

## COP 13 D'ABIDJAN

## La session d'experts s'ouvre à Brazzaville

La treizième conférence des Parties de la Convention d'Abidjan s'est ouverte, le 13 décembre, par la réunion des experts. La cérémonie a été présidée par la ministre congolaise de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, en sa qualité de la présidente du bureau de la COP13.

Co-organisée par la République du Congo, le Programme des Nations unies pour l'environnement et le Secrétariat exécutif de la Convention, la conférence se tient par visioconférence sur le thème « Gouvernance des océans : défis et perspectives pour un développement durable de l'Afrique ».

De prime à bord, Arlette Soudan-Nonault a salué l'implication du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, qui a mis à la disposition de la conférence les moyens pour la tenue de cette activité malgré le contexte économique morose, conformément à son engagement pour la protection de l'environnement. C'est un honneur, a-t-elle dit, parce que cette conférence a une particularité, à savoir la célébration des quarante ans de l'existence de la Convention, quarante ans de coopération en matière de protection, quarante ans de gestion et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la côte atlantique et de la région de l'Afrique de l'ouest, du centre et du sud. Il y a eu, depuis 1981, bien des avancées, mais le chemin à parcourir est encore long.

La ministre chargée de l'Environnement a souligné que des dizaines de millions d'êtres humains de par le monde et des millions

d'Africains dépendent de la biodiversité marine et côtière pour leurs moyens de subsistance. Cependant, les réserves halieutiques mondiales sont surexploitées. Les océans absorbent environ 30% du dioxyde de carbone produit par les humains, mais l'acidification des océans s'est accrue depuis le début de la révolution industrielle. La pollution marine, dont une écrasante majorité provient de sources terrestres, atteint des niveaux inquiétants avec les rejets massifs de déchets plastiques.

Si ces problèmes ne sont pas traités en urgence, a insisté la ministre, ils risquent fort de produire un cycle destructif à l'issue duquel l'océan ne pourra plus apporter à l'humanité les nombreux avantages et bénéfices multiples que celle-ci en retire actuellement. « La Convention d'Abidjan est un instrument efficace pour la préservation de notre zone côtière et de nos milieux marins et côtiers face à certains des maux que je viens d'évoquer. Reconnaisant l'unicité écologique du milieu marin et des zones côtières de la région, les menaces qui pèsent sur ce milieu, ainsi que la nécessité d'agir, les parties contractantes de la Convention se réunissent tous les deux ans pour discuter des problèmes

de la préservation des écosystèmes », a-t-elle fait savoir.

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, a rappelé dans son mot d'ouverture qu'à la dernière COP 12 tenue en mars 2017, à Abidjan, vingt et une décisions et un programme de travail 2017-2020 ont été approuvés. « Vous serez informés des progrès accomplis, des acquis obtenus et des contraintes rencontrées durant leur mise en œuvre. Je sais compter sur les engagements des défenseurs de l'environnement marin et côtier que vous êtes, afin que les différents documents qui vous sont soumis soient examinés avec toute l'attention requise pour parvenir à des résultats efficaces et déboucher sur un nouveau plan de travail 2022-2024 », a dit Arlette Soudan-Nonault.

Elle a exhorté les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes à cette étape d'échanges et d'examen, pour permettre d'avancer dans le but d'atteindre les objectifs du développement durable en général et celui concernant les océans en particulier.

La cérémonie a été marquée par les déclarations du représentant de l'ONU Environnement ; du représentant du gouvernement de la Côte d'Ivoire (président du bureau



La ministre Arlette Soudan-Nonault ouvrant la conférence/MEDDBC

de la COP12). La première journée a été marquée également par la tenue de l'atelier portant sur le thème de la COP 13, notamment « Gouvernance des océans : enjeux et perspectives pour un développement durable de l'Afrique », par Robert Wabunoha, du bureau Afrique de l'ONU Environnement en visioconférence. Ensuite, il y a eu le rapport de la direction exécutive de l'ONU Environnement sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions de la COP12 par Abou Bamba, se-

crétaire exécutif de la convention. Puis le rapport de la présidence du comité ad hoc sur la science et la technologie, avant que les parties n'examinent des projets de décisions de la COP13. La journée du 14 décembre a été consacrée aux discussions et à la finalisation de la déclaration d'Abidjan et l'adoption du rapport et des recommandations émanant du segment des experts. Notons qu'après deux jours des travaux, le segment ministériel prendra le relais le 15 décembre.

**Bruno Okokana**

## AFRIQUE CENTRALE

## Un partenariat « fort » pour accélérer la transformation industrielle

Tenue du 6 au 10 décembre dernier à Brazzaville, la 37<sup>e</sup> session du Comité intergouvernemental pour l'Afrique centrale a mis à jour la question de la diversification des économies très dépendantes du pétrole. Les participants ont appelé à un partenariat fort entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile.

La problématique de la diversification économique en Afrique centrale a été au centre de la rencontre des hauts fonctionnaires et experts de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEAC) organisée par le gouvernement congolais et la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA). Les participants ont passé en revue l'engagement des pays dans la transformation industrielle et tenté d'identifier les lacunes des systèmes existants.

Peu diversifiées et tributaires des matières premières (pétrole et mines), les économies de l'Afrique centrale sont moins résilientes face au choc extérieur. Il faut donc un leadership sociétal engagé pour la mise en œuvre de la stratégie de la diversification économique au sein de la sous-région, a recommandé Jean-Luc Mastaki, le chargé de bureau Afrique centrale de la CEA.

« Il faut un partenariat fort entre le secteur privé, le secteur public et la société civile



Les participants à la clôture de la rencontre Adiac

pour porter les ambitions clairement soulignées par l'espace communautaire en matière de diversification

économique et de l'industrialisation qui soient inclusives et durables. L'autre conclusion de la rencontre porte sur

le leadership engagé dont a besoin la communauté », a lancé cet expert.

Le renforcement des économies

de la sous-région implique, a soutenu Vera Songwe, la secrétaire exécutive de la CEA, des engagements politiques des États à créer les meilleures conditions pour l'industrialisation et la participation des acteurs de la société civile. Malgré les avancées enregistrées au cours de ces dernières années en Afrique, les économies demeurent fragiles.

La commission CEEAC, quant elle, a suggéré la valorisation des ressources forestières et hydrographiques. Pour cela, le commissaire à l'environnement, ressources naturelles, agriculture et développement rural de la Commission CEEAC, Honoré Tabuna, a évoqué le projet d'élaboration d'un programme de développement de l'économie verte. « Mettre en valeur les riches ressources forestières et hydrographiques dont dispose la sous-région. Les pays doivent rapidement comptabiliser les résultats pour bâtir un programme de diversification économique », a-t-il martelé.

**Fiacre Kombo**

**« Mettre en valeur les riches ressources forestières et hydrographiques dont dispose la sous-région. Les pays doivent rapidement comptabiliser les résultats pour bâtir un programme de diversification économique »**

## ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE AFRICAINS

Le Congo abritera le 1<sup>er</sup> sommet des chefs d'Etat des pays membres

A un mois de la mise en place du Comité d'organisation qui va préparer la réunion prévue pour le deuxième trimestre 2022, le ministre des Hydrocarbures de la République du Congo appelle ses homologues membres de cet instrument collectif à apporter tout le soutien à cette activité. Bruno Jean Richard Itoua s'est exprimé par visioconférence, le 14 décembre, lors de la 41<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil des ministres de l'Appo.

« Je crois que vous serez informés en temps et en heure de la mise en place de ce comité d'organisation et en concertation avec les chefs d'Etat, nous allons fixer la date la plus probable au cours de ce deuxième trimestre de l'année 2022 », a indiqué le ministre congolais des Hydrocarbures.

Bruno Jean-Richard Itoua a souhaité que les ministres soient les porte-parole de l'Appo à leurs chefs d'Etat respectifs pour les sensibiliser déjà avant qu'ils ne reçoivent les lettres officielles de leur homologue congolais, le président Denis Sassou N'Guesso.

Evoquant la disponibilité de



la République du Congo à organiser cette rencontre, le ministre a informé ses homologues qu'elle est déjà entérinée par le gouvernement. « Une ligne est inscrite au budget 2022 pour pouvoir financer cet évènement, no-

tamment en ce qui concerne la quote-part de la République du Congo. Des notes ont été faites à l'ensemble du gouvernement et nous travaillons à la mise en place du comité d'organisation, ce qui devait être fait en étroite collabora-

tion bien sûr avec le secrétariat de l'APPO », a expliqué le ministre congolais des Hydrocarbures.

Depuis les années 1980, l'idée d'une association des producteurs de pétrole africains émerge lors des rencontres

informelles entre l'Algérie, le Gabon, la Lybie et le Nigeria, tous membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Une première réunion officielle a eu lieu à Libreville, en octobre 1984, puis en juin 1985 à Brioni. Le siège principal de l'Appo se situe à Brazzaville. Le but de l'Appo est de renforcer la collaboration entre les différentes compagnies pétrolières des pays membres et de maintenir une stabilité des prix. Signalons que cette session a été présidée par le président du Conseil des ministres des pays membres, Mohamed Arkad, ministre de l'Energie et des Mines de l'Algérie.

Guillaume Ondze

## Inauguration de la salle CanalOlympia Alima à OYO

Vivendi a inauguré, le 10 décembre à Oyo, sa troisième salle de cinéma et de spectacles CanalOlympia en République du Congo. La cérémonie s'est tenue en présence du ministre de la Culture et des Arts, M. Dieudonné Moyongo ; du président du Conseil municipal, maire d'Oyo, M. Yoka ; de M. Simon Minkowski, directeur général de CanalOlympia ; et de nombreuses autres personnalités, qui étaient également présentes à cette occasion.

C'est à Oyo, sur le boulevard du 5-février 1979 que CanalOlympia a choisi de s'installer. La salle diffusera tous les types de films, du monde entier, en sortie mondiale et pour tous les publics : blockbusters, films d'actions, comédies, films d'horreur, films familiaux et dessins animés. La programmation intégrera également des films africains afin d'accompagner et de soutenir la production cinématographique locale.

La salle CanalOlympia d'Oyo ouvrira ses portes au public dès aujourd'hui, vendredi 10 décembre. Pour la semaine d'ouverture, une programmation spéciale avec les plus beaux succès de ces derniers mois et des nouveautés sera proposée à la population. Parmi les grands temps forts de la programmation, le public aura l'occasion de découvrir le dernier film des studios Disney, Encanto : la fantastique famille Madrigal.

Une expérience cinématographique exceptionnelle !

CanalOlympia Alima est dotée des équipements de projection et de sonorisation numériques des plus modernes : écran Scope de 14 mètres, son Dolby 7.1, dans une salle où le confort garantit une expérience cinématographique exceptionnelle. Ouverte du mardi au dimanche, la salle de 300 places ne sera occupée que de moitié eu égard au respect des gestes barrières. Elle proposera 13 séances de cinéma par semaine. Les prix d'ouverture seront de 1500 FCFA pour les adultes, 1000 FCFA pour les enfants de moins de 12 ans et 500 FCFA pour les Premières (séances du premier week-end de sortie mondiale). A l'extérieur, une scène permettra également d'accueillir des concerts et des spectacles devant plusieurs milliers de personnes.



La construction de CanalOlympia Alima a été réalisée par une entreprise locale, Cental BTP, qui s'est appuyée sur le modèle de construction des entités déjà opérationnelles.

La programmation, les informations pratiques et toute l'actualité de la salle CanalOlympia Alima sont disponibles sur le site [www.canalolympia.com](http://www.canalolympia.com) et sur la page Facebook officielle.

Contact presse : Déborah Adjibao - [deborah.ajibao@vivendiafrica.com](mailto:deborah.ajibao@vivendiafrica.com)

## A propos de CanalOlympia

CanalOlympia est le premier réseau de salles de cinéma et de spectacles en Afrique. Plusieurs dizaines de salles vont être ouvertes afin de répondre aux attentes d'une population toujours plus consommatrice de contenus dans des pays, en Afrique

centrale et de l'ouest, où les infrastructures dédiées au divertissement et à la culture font souvent défaut. Dix-huit salles ont été ouvertes à ce jour : deux à Conakry (Guinée), Yaoundé et Douala (Cameroun), Niamey (Niger), deux à Ouagadougou (Burkina Faso), Dakar (Sénégal), deux à Lomé (Togo), Cotonou (Bénin), Port-Gentil (Gabon), Brazzaville, Pointe-Noire et Oyo (République du Congo), Antananarivo (Madagascar), Abuja (Nigeria) et à Kigali (Rwanda). Les CanalOlympia s'articulent autour d'une salle de cinéma modulable de 300 places pouvant se transformer, en configuration extérieure, en une scène ouverte accueillant plusieurs milliers de personnes. Les salles sont équipées des dernières technologies en matière de projection et de son. CanalOlympia fait partie de Vivendi Village (groupe Vivendi).



## EXPOSITION VENTE



Pour vos cadeaux de fin d'année et de Nouvel An, le Musée Galerie Bassin du Congo vous présente, du 3 décembre 2021 au 31 janvier 2022, une exposition vente de peinture et de sculpture des anciens et jeunes plasticiens du Bassin du Congo.

Lundi à vendredi de 9h à 17h et le samedi de 9h à 13h.



## MIGRATION

## L'Europe construit un mur virtuel avec des drones et des algorithmes

Loin d'être plus objectifs que les gardes-frontières humains, les robots et algorithmes sont de plus en plus utilisés dans la surveillance des frontières de l'Union européenne (UE).

Unique agence de l'UE à avoir son siège à Varsovie, en Pologne, l'agence Frontex de garde-frontières et de garde-côtes est devenue le premier corps européen en uniforme, avec un budget et un accès aux technologies de plus en plus importants. Elle recourt à de nombreuses solutions : des robots avancés à l'automatisation de contrôles aux frontières en passant par des drones et des expérimentations fondées sur l'intelligence artificielle. Depuis plusieurs années, elle teste des drones et des zeppelins autonomes pour surveiller la mer Égée et détecter les embarcations de migrants. Frontex a également commandé au Think tank américain Rand corporation un rapport qui explique comment, sur la base de données spatiales, l'intelligence artificielle et les algorithmes peuvent, par exemple, produire des analyses prédictives avancées qui montrent par où des gens peuvent tenter de traverser les frontières. Toutefois, l'aspect le plus inquiétant du fonctionnement de Frontex est que, selon des témoignages très fiables, ses agents sont engagés dans le refoulement de réfugiés, notamment vers la Turquie et la Libye, alors que cela est contraire au droit international. Les technologies de surveillance que l'Europe déploie massivement à ses frontières facilitent de telles actions. On parle également du projet Roborber, dont le but est de créer « un système pleinement autonome de surveillance des frontières » avec des robots terrestres, aériens et

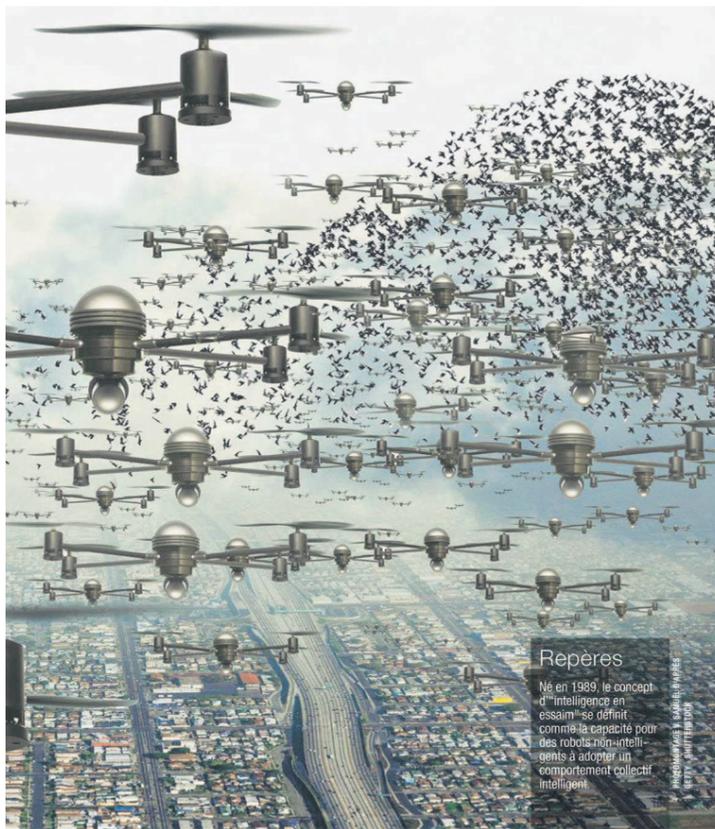
marins. Il aura pour conséquence une augmentation du nombre de morts aux frontières.

#### Vers une généralisation des tests par des drones et robots

L'UE n'est pas seule à tester des drones et robots pour surveiller ses frontières. Aux États-Unis, le Service des douanes et de la protection des frontières a noué un partenariat avec la société Anduril industries afin de construire à la frontière avec le Mexique un mur virtuel composé de tours d'observation et de drones. Bien que les responsables politiques américains présentent ces frontières « intelligentes » comme une alternative plus « humanitaire » au mur physique prévu par Donald Trump, le contrôle de plus en plus étroit effectué à l'aide de nouvelles technologies de surveillance a conduit au doublement du nombre de morts d'immigrants tentant d'entrer aux États-Unis. Car cela a forcé les migrants à emprunter des routes migratoires plus dangereuses dans les déserts de l'Arizona, créant ce que l'anthropologue Jason De León appelle la « terre des tombeaux ouverts [The Land of open graves] ».

#### L'Europe a créé l'équivalent, mais en mer

L'Organisation internationale pour les migrations indique que depuis 2014, plus de 20 000 personnes ont trouvé la mort dans des naufrages le long des frontières de l'UE. Or, en mettant l'accent sur la sécurité et le respect des fron-



Repères: Né en 1989, le concept d'"intelligence en essaim" se définit comme la capacité pour des robots non-intelligents à adopter un comportement collectif intelligent DR

tières, le nouveau « pacte sur la migration et l'asile » proposé par la Commission européenne envoie un signal clair : il est possible de sacrifier des vies humaines pour protéger le territoire de l'UE. On apprend que dans les aéroports de Lituanie, de Hongrie et de Grèce, le programme iBorderCtrl a testé l'intelligence artificielle pour détecter des mensonges. Le système posait des questions aux passagers et scannait les micro-expressions de leur visage. En

cas de doute, il les orientait vers des contrôles plus poussés. Ce projet aurait reçu un financement européen. Mais les polygraphes classiques ne sont pas fiables, et leurs conclusions sont jugées irrecevables par de nombreux tribunaux. De plus, la technologie de reconnaissance faciale et les algorithmes peuvent contenir, de façon intentionnelle ou non, des préjugés raciaux douteux. Enfin, un tel détecteur de mensonge ne tiendrait pas compte des dif-

férences dans la communication interculturelle.

Sans oublier des migrants dont la mémoire est affectée par une expérience traumatisante, ou bien lorsqu'ils ne racontent pas leur histoire de façon linéaire. Si l'algorithme ne fait que prévenir, en pratique, le cerveau humain est souvent enclin à croire que les décisions prises par un ordinateur sont plus objectives. Par conséquent, si un algorithme propose pour un contrôle un réfugié qui est déjà discriminé pour des motifs raciaux, par exemple, il sera souvent automatiquement suspect de terrorisme et devra apporter la preuve du contraire. Depuis que la pandémie a éclaté, s'est accéléré et normalisé l'emploi de nombreuses technologies de surveillance. On parle désormais de techno-solutionnisme : l'idée selon laquelle chaque problème, quel que soit son degré de complexité sociale, politique, ou encore économique, peut être résolu par la technologie. Pendant la pandémie de coronavirus, cette tendance s'est accélérée sans débat, sans un consentement éclairé, mettant au second plan la protection de la vie privée, déshumanisant et affectant la dignité humaine. Il existe également un problème juridique de responsabilité pour les technologies qui peuvent nuire à un individu, par exemple en le discriminant. Une personne négativement affectée par une innovation a peu de possibilités de faire valoir ses droits.

Noël Ndong

## ARABIE SAOUDITE

## L'autre route migratoire

Les passeurs vous promettent de gagner plus d'argent que vous n'en avez jamais rêvé, puis revenir en Afrique pour monter votre entreprise.

Arrivés sur la côte somalienne, les passeurs demandent plus d'argent. Les migrants ne peuvent pas. Ils abandonnent, pour rebrousser chemin plusieurs centaines de kilomètres à travers le désert en attendant. Car on leur a promis un bon travail et qu'ils changeront de vie facilement. De nombreux migrants africains échouent aujourd'hui dans une des routes migratoires les plus fréquentées au monde : la « route de l'Est », vers la péninsule arabique.

Loin des caméras braquées sur l'Europe, les traversées de la Méditerranée et les milliers de réfugiés actuellement massés aux frontières polonaises, cette autre route connaît un regain de fréquentation. Le voyage est périlleux, parfois fatal, à travers les déserts et certaines régions chaotiques de la Corne de l'Afrique, les eaux tumultueuses du golfe d'Aden, jusqu'au Yémen

en guerre. De là, les migrants doivent traverser de nouvelles zones hostiles dans l'espoir d'atteindre l'Arabie saoudite ou d'autres États du Golfe pour y trouver du travail, en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

#### La plupart n'y arrivent jamais

Des dizaines de milliers de jeunes Africains se retrouvent piégés au Yémen, incapables de payer un voyage retour, pris en otage par des passeurs ou détenus par les autorités locales. Récemment, un incendie dans un centre de détention surpeuplé de la capitale yéménite a tué des dizaines de migrants. Vingt autres sont morts noyés lorsque des passeurs ont jeté par-dessus bord des dizaines de migrants de leur embarcation surchargée en route vers le Yémen. D'autres ne quitteront jamais l'Afrique, escroqués.

Pour rejoindre le Yémen depuis

l'Afrique, les migrants ont deux options. L'une via Obock, à Djibouti, mais les côtes sont surveillées et les migrants traqués. L'autre depuis Bosaso, dans le nord de la Somalie, où le contrôle est plus faible. Cette dernière est plus populaire mais aussi plus longue et plus dangereuse. Fentahun raconte que durant sa marche d'un mois entre Bosaso et Hargeisa (600 km à vol d'oiseau), il a croisé de nombreux migrants dans une situation désespérée. Certains avaient été volés ou maltraités physiquement. Tous manquaient désespérément d'eau et de nourriture. La route n'est pas sûre, elle fait peur. Beaucoup des migrants sur cette route sont parfois des adolescents seuls, dont « certains n'ont pas de chaussures », souligne Farhan Omer, employé dans un centre de l'Organisation internationale de la migration (OIM) à Hargeisa.

Nombreux de ces migrants sont coincés à Hargeisa, désœuvrés, sans argent pour gagner Bosaso ou faire demi-tour et rentrer chez eux. Woyshat Esheto, 35 ans, rêvait d'aller en Arabie saoudite et devenir femme de ménage. Mais elle est tombée à court d'argent. « Je suis partie pour mes enfants », explique cette mère célibataire de quatre enfants : « Je n'avais aucun moyen de les nourrir ou de les envoyer à l'école. Je n'avais pas le choix ».

Les mouvements ont repris sur la « route de l'Est », après un ralentissement en 2020 en raison des fermetures de frontières causées par la pandémie de coronavirus. En 2018 et 2019, c'était la route de migration maritime la plus fréquentée au monde. Plus de 138 000 migrants ont embarqué sur des bateaux à destination du Yémen en 2019, contre 110 000 traversant la Méditerranée la même

année. Mais ces déplacements de population, qui ne touchent pas l'Europe ou l'Amérique du Nord, sont souvent ignorés. « Ce qui est frustrant ici, c'est qu'il y ait si peu d'attention (...) Personne ne s'intéresse vraiment aux gens qui ont des problèmes dans les pays de la Corne de l'Afrique », déplore Richard Danziger, chef de mission de l'OIM pour la Somalie.

Accroché à ses rêves d'une vie meilleure, Mengistu Amare n'est pas découragé par les périls à venir, même s'il ne sait pas grand-chose de l'endroit où il va ni de ce qui l'attend en chemin. « Je sais qu'il faut traverser la mer pour rejoindre l'Arabie saoudite. Je ne suis jamais monté sur un bateau et je ne sais pas nager », explique cet Éthiopien de 21 ans. Mais il va tenter sa chance : « J'irai n'importe où, tant qu'il y a du travail », a-t-il déclaré.

N.Nd.